

A-t-on appris quelque chose du Processus de Barcelone ?

Les Etats-Unis et l'Europe placent la sécurité au-dessus des progrès démocratiques des pays arabes.

Omayma Abdel-Latif

Au moment où les préparatifs pour une possible intervention militaire en Iran s'accroissent, il est malheureusement vrai que ce genre de fantaisies sur la facilité des options militaires contre l'Iran qui comblent les couloirs des gouvernements occidentaux, est ce dont nous avons le moins besoin. Ces fantaisies sont nourries par les mêmes personnes qui devraient être tenues pour responsables de la tragédie qu'est devenu l'Irak. Le conciliabule néo-conservateur revient à la charge avec ses vieilles tactiques agressives. Mais l'ennemi a changé : au lieu de l'Irak, il s'agit de l'Iran ou la Syrie ; et au lieu d'Al Qaida, il s'agit du Hezbollah, le mouvement de résistance libanais. La presse nord-américaine regorge de rapports citant des sources secrètes américaines, à nouveau, selon lesquelles l'Iran est en train de fournir aux groupes chiites irakiens les armes létales avec lesquelles ils attaquent l'armée des Etats-Unis. Au Proche-Orient cette tactique est vue comme une nouvelle tentative de l'administration Bush de pousser l'opinion publique contre l'Iran, pour justifier ainsi toute intervention militaire dans ce pays. Apparemment nous n'avons rien appris de la situation irakienne.

Alors que la région se prépare à faire face à une époque difficile, il existe trois facteurs principaux qui peuvent déterminer les événements qui auront lieu dans le monde arabe dans un avenir proche : l'évolution des processus de réforme politique qui ont démarré dans plusieurs pays arabes, dont l'Egypte, la Jordanie, le Koweït et le Maroc, pour n'en citer que quelques uns ; les efforts pour rétablir les conversations de paix entre israéliens et palestiniens ; et la gestion de la crise en Irak par les nord-américains, qui menace de s'étendre vers d'autres pays sous forme de tension sectaire croissante.

Ces trois facteurs seront fortement liés et influencés par la nouvelle stratégie américaine au Proche-Orient : la stratégie du réalignment. Ainsi que l'ont expliqué plusieurs membres de l'administration des USA, cette stratégie prétend réactiver d'anciennes alliances avec « l'axe des modérés » au Proche-Orient. Celui-ci inclut l'Egypte, l'Arabie saoudite, la Jordanie, le président pa-

lestinien, Mahmoud Abbas, et le premier ministre libanais, Fouad Siniora.

Cependant, l'eau a coulé sous les ponts depuis que les USA ont forgé leurs premières alliances régionales pendant la seconde guerre du Golfe en 1990 pour expulser Saddam Hussein du Koweït. La dynamique interne de certains des pays avec lesquels l'administration Bush est en train de reprendre ses relations d'alliés a changé du fait d'un processus d'introduction de réformes politiques, bien que minimes et superficielles, pendant ces dernières années. En ce moment, dans un pays comme l'Egypte, par exemple, se développe un débat politique vivant, où l'on rompt avec une grande partie de ce qui fut longtemps sacré ou tabou. L'irruption, soudaine, de la presse indépendante et de la télévision par satellite a généré un climat propice pour allumer un débat public. La presse a eu carte blanche pour publier les cas de corruption, même lorsque plusieurs des sphères les plus hautes du pouvoir étaient impliquées. Lors des élections au Parlement de 2005, la presse indépendante ainsi que les organisations de la société civile ont joué un rôle crucial en dévoilant de nombreuses tactiques de fraude électorale mises en pratique par le parti qui gouvernait, le Parti Démocratique National. Bien que les réformes introduites par le régime égyptien soient très en dessous de ce que réclamait l'opposition du pays, elles ont généré le contexte adéquat pour débattre librement sur des questions qui forgeront probablement l'avenir de la nation. Le résultat final le plus important est que l'Egypte ne peut plus se régir par les vieilles tactiques. Il semble que le régime n'ait plus de tours dans son sac pour continuer à conserver le pouvoir. Peut-être que la seule stratégie qui lui reste est de s'allier avec Washington ou de reprendre l'ancienne alliance qui a souffert de l'insistance américaine afin d'introduire plus de réformes politiques pendant les deux dernières années.

Il n'est pas surprenant que, lors de sa visite au Caire en janvier, la secrétaire d'Etat nord-américaine, Condoleezza Rice, n'ait fait à aucun moment mention des questions relatives aux réformes politiques ou à la démocratie. En échange, le régime égyptien ne tarda pas à donner

Omayma Abdel-Latif, coordinatrice de projets au Middle East Center, Carnegie Endowment for International Peace.



La secrétaire d'Etat nord-américaine, Condoleezza Rice, et le ministre des Affaires étrangères égyptien, Ahmed Aboul Gheit, lors d'une conférence de presse, pendant le voyage de Rice dans la région afin d'impulser une avancée au sujet du conflit arabo-israélien. Louxor, Egypte. 15 janvier 2007. / AFP

son accord au nouveau plan de sécurité pour l'Irak de l'administration Bush. Il ordonna aussi à son armée de journaliste de démoniser l'Iran et les chiïtes, dans une tentative de préparer le public pour toute possible « contribution » à une future guerre contre l'Iran. Etant donné qu'il est presque impossible de mettre en pratique le processus inverse – réprimer le débat public passionné sur la direction que prend le pays –, le régime fait tout ce qu'il peut pour faire taire l'opposition. Il aborde ainsi d'une approche sécuritaire les problèmes chroniques sociopolitiques égyptiens. C'est là le problème que doit affronter la nouvelle politique nord-américaine dans la région. En adoptant cette stratégie de réaligement, Washington risque de s'allier avec des régimes qui ne peuvent plus gouverner leurs propres citoyens selon l'ancienne manière autocratique. L'éclat de la légitimité qui existait de par le passé s'est estompé dans plus d'un pays parmi ceux que les USA appellent modérés.

Ceci explique pourquoi beaucoup de ces autocrates n'ont pas tardé à adopter un langage sectaire puisqu'ils ont désespérément besoin de stratégies pour mobiliser le public. Maintenant, donc, les gouvernants modérés

doivent faire face à un nouveau jeu : celui de leur « sunnisme » face au « chiïsme » de leurs ennemis et ceux de Washington, concrètement l'Iran et le Hezbollah. Ainsi que le signalait un observateur, ces régimes autoritaires ont montré une tendance : faire jouer les préjugés sectaires afin de renforcer leur autorité et laisser libre cours au sectarisme. Bien qu'au Proche-Orient la ligne de division implique plus les questions de politique et d'idéologie que les positions sectaires, ces autocrates, ainsi que l'administration Bush, fomentent une théorie selon laquelle la racine du conflit se trouve dans l'ancien fief entre les sunnites et les chiïtes du monde musulman et non dans les ressentiments politiques ou économiques. Les conséquences de cette mobilisation fondée sur des positions sectaires ont été clairement perçues au Liban lorsque le 25 janvier les rues de Beyrouth rééditèrent le temps de la guerre civile. C'est ce qui arrive aussi quotidiennement en Irak où les sanglants ravages de la guerre et l'occupation s'étendent de jour en jour. Et il est possible que cela se produise dans des pays à minorité chiite comme l'Arabie saoudite, le Bahreïn et le Koweït.

Conférence Madrid + 15

La conférence « Madrid, 15 ans après » organisée par le Centro Internacional de Toledo por la Paz, Search For Common Ground, la Fundación Tres Culturas del Mediterráneo, Fafo AIS et International Crisis Group, pour le quinzième anniversaire de la Conférence de Paix de Madrid de 1991, a réuni des personnalités qui, sans responsabilités publiques et sans occuper aujourd'hui une fonction officielle, sont ou ont été liées aux processus de paix au Proche-Orient, et qui ont aussi accès aux acteurs politiques notoires. L'objectif principal a été d'offrir un forum adéquat pour lancer un message de la société civile aux leaders politiques actuels : il est possible de surmonter les différences qui existent entre toutes les parties et de reparler de la paix.

Tout comme en 1991, toutes les parties impliquées dans le conflit – palestiniens (entre autres Hanan Ashrawi, Nabil Shaath), libanais (Amine Gemayel, Ghassan Salameh), syriens (Bushra Kanafani, Riad Daoudi), égyptiens (Osama al Baz, Ahmed Fakhri), jordaniens (Marwan Muabsher, Taher Masri) et israéliens (Shlomo Ben-Ami, Dalia Rabin, Dan Meridor) – ont participé. De même, des représentants non officiels des pays qui la présidèrent – les Etats-Unis et la Russie – y ont assisté. L'initiative a été très bien accueillie, ainsi que le démontrent la présence de personnalités comme Javier Solana, Haut Représentant de l'UE pour la politique étrangère et de la sécurité commune, Abdoul Rahman Al-Attitah, secrétaire général du Conseil de Coopération du Golfe, Amr Moussa, secrétaire général de la Ligue arabe, Alvaro de Soto, coordinateur spécial de l'ONU pour le Processus de Paix au Proche-Orient, Marc Otte, représentant spécial de l'UE pour le processus de paix au Proche-Orient, et Benita Ferrero-Waldner, commissaire pour les Relations Extérieures et de Voisinage. La conférence a été appuyée par les ministres des Affaires étrangères d'Espagne, de Norvège, du Danemark et de Suède, qui y ont aussi assisté.

Les anciens présidents Bill Clinton et Mikhaïl Gorbatchev ont envoyé un message, alors que l'ancien secrétaire d'Etat, James Baker, affirmait que « La convocation de la Conférence 'Madrid + 15' ne pouvait être plus opportune ». Les participants ont débattu sur les différences et les attentes et sur les avancées qui doivent se réaliser pour surmonter les obstacles et avancer vers une solution. Selon Riad Daoudi, conseiller juridique du ministère des Affaires étrangères de Syrie, « les appels continus de la Syrie afin de reprendre les négociations d'accord avec la formule de Madrid expriment une exigence de la plus grande importance et urgence, non seulement de la Syrie mais de la région dans son ensemble ». Au cours de la rencontre, le secrétaire général, Amr Moussa a demandé aux participants « d'effectuer un appel urgent pour la convocation d'une Conférence Internationale de Paix sous l'auspice de l'ONU », avec un calendrier préétabli afin d'atteindre un accord final.

Pour l'ancien ministre israélien des Affaires étrangères, Shlomo Ben-Ami « les limites de l'accord se trouvent entre les Paramètres de Clinton et l'Initiative de Paix de la Ligue arabe de 2002. C'est là précisément où je crois que nous atteindrons la paix. Les divergences qui se maintiennent n'ont pas une grande entité. Ce qui continue à manquer, c'est la volonté politique de toutes les parties », alors que l'ancienne négociatrice palestinienne Hannan Ashrawi déclarait : « Nous devons créer une coalition avec tous ceux qui partagent un désir commun : le temps de la paix est arrivé, et non celui de la guerre ». De son côté, Javier Solana a réaffirmé l'urgence de trouver une solution : « Si nous n'arrivons pas à délimiter le processus au cours du premier semestre de 2007... je doute que nous n'arrivions à le faire avant 2008 ».

Tous les participants ont été d'accord pour affirmer qu'il est l'heure de profiter de l'opportunité de cette réunion et de travailler avec toutes les personnalités importantes pour concevoir immédiatement un plan d'action. Suite à la pétition générale de donner d'une continuité à l'initiative, Les organisateurs créeront un comité permanent et un groupe de travail équipe qui encourage le processus, en s'inspirant de l'esprit de Madrid 1991 et d'autres efforts postérieurs comme l'Initiative de Paix de la Ligue arabe de 2002. Les organisateurs soulignent que « Madrid + 15 » sera un premier pas vers la création des conditions nécessaires pour impulser une initiative internationale pour atteindre un accord global, en agissant comme le déclencheur des conversations officielles.

Centro Internacional de Toledo por la Paz.
Pour plus d'information et conclusions : www.madrid15.org

Les citoyens du monde arabe qui croient en cette ligne de division sont peu nombreux, tout comme ils ne croient pas en la rhétorique occidentale sur la réforme ou la démocratie au Proche-Orient. La réaction de l'Occident face à la victoire du Hamas lors des élections palestiniennes de l'année dernière et la guerre lancée contre ce que de nombreux arabes considèrent l'élection de leurs propres dirigeants, leur ont donné raison. Le progrès de l'ouverture démocratique dans le monde arabe n'intéresse pas l'Occident.

La rhétorique sur la démocratie n'était qu'un instrument pour obtenir autant de concessions que possible des régimes autocratiques : c'était une stratégie de chantage tout simplement. Ainsi donc, les gouvernants occidentaux décrivent le cabinet de Siniora comme un gouvernement élu démocratiquement, et ils considèrent l'exigence de l'opposition libanaise de former un gouvernement d'unité nationale comme une tentative pour renverser « un de nos alliés ». D'un autre côté, le gouvernement du Hamas n'est, selon eux, qu'un gouvernement mené par une organisation terroriste qui refuse de reconnaître le droit à exister d'Israël. Aucun homme politique honnête ne se demande si Israël reconnaît le droit des palestiniens à exister en tant qu'êtres humains dignes et respectés. Pourquoi l'Occident exige aux palestiniens de reconnaître Israël comme la condition pour leur donner de l'argent, un appui politique, sans se rendre compte du fait que cette reconnaissance implique deux parties ?

Ainsi donc, pour les arabes ce n'est pas une grande surprise si le Processus de Barcelone s'est écroulé après presque une décennie. La façon d'envisager le conflit palestino-israélien fut une erreur dès le début. L'Occident, les USA et l'Europe devraient cesser de s'approprier le discours, les peurs et les analyses israéliens, et être capables de voir le problème tel qu'il est : une terrible occupation raciste qui consomme des terres et des vies humaines, refusant aux palestiniens le modeste rêve d'avoir un Etat, une route sûre, une école pour leurs enfants et des conditions de vie adéquates pour des êtres humains.

C'est le schéma sur lequel se basent actuellement une grande partie des idées et des débats publics de nombreux pays arabes. La méfiance persiste face à toute tentative d'Occident d'aborder le conflit arabo-israélien. L'Europe et les USA sont trop absorbés par leurs propres préoccupations quant à la sécurité pour renoncer à leurs amis autocrates du Proche-Orient et permettre l'ouverture démocratique dans tout pays arabe qui ne leur soit pas agréable. Leur position face au processus de paix bloque toute sortie possible à la difficile situation palestinienne qui n'implique pas une victoire israélienne. Une fois de plus, l'Europe préfère la sécurité aux dépens de la démocratie au Proche-Orient. Cependant, à la triste vérité elle finira par n'avoir aucune des deux. A-t-on appris quelque chose de Barcelone ? ■